

POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE EN UKRAINE PLUS QUE JAMAIS RENFORCER LE SOUTIEN À LA RÉSISTANCE DU PEUPLE UKRAINIEN



UNE GUERRE IMPÉRIALISTE RUSSE

C'est Poutine qui a déclenché la guerre en envahissant l'Ukraine dans une logique impérialiste de conquête d'un pays indépendant.

Poutine a toujours exposé clairement les buts de la guerre d'agression qu'il mène depuis 2014 :

→ **Mettre fin à l'indépendance de l'Ukraine**, qui, pour lui, fait partie de la Russie.

→ **Annexer un maximum de territoires ukrainiens** considérés comme « russes ».

→ **Une victoire impérialiste pour consolider le régime en Russie** – et en particulier, continuer son œuvre de liquidation des oppositions démocratiques.

→ **Éliminer Zelenski par une destitution forcée**, voire par une élimination physique.

LA PAIX DE POUTINE ET DE TRUMP, C'EST LA SOUMISSION DU PEUPLE UKRAINIEN AU MÉPRIS DU DROIT INTERNATIONAL

Les propositions de « paix » de Poutine, rappelées le 28 mars 2025, équivalent à **la capitulation de l'Ukraine agressée par le pays agresseur russe** :

→ **Annexion des territoires ukrainiens occupés ou revendiqués.**

→ **Soumission de l'Ukraine** sous « administration transitoire russe ».

→ **Interdiction d'adhérer à l'OTAN**, et à l'UE.

→ **Réduction drastique de l'armée ukrainienne.**

Quant à la sécurité de ce qui restera de l'Ukraine, amputée de 20 % de son territoire, Donald Trump s'en contrefiche. Il reste vague sur le soutien militaire des USA et renvoie cela aux États européens.

Donald Trump, de fait, **a conforté l'agresseur Poutine et proposé un partage impérialiste** : il reprend les objectifs de guerre de Poutine, et impose à l'agressé un racket colonial des richesses du sous-sol de l'Ukraine

au profit des États-Unis ; Trump applique l'« America First » avec cynisme et mépris.

UNE PAIX MUNICHOISE EN FAVEUR DE L'AGRESSEUR, LA RUSSIE...

Tout au long des « négociations », les bombardements russes sur les infrastructures civiles ukrainiennes sont allés croissant. Et Poutine, malgré les gages de son complice de la Maison-Blanche, continue à pousser son avantage.

La proposition de paix de la dernière chance, comme les USA la qualifient, a considérablement **renforcé Poutine, reprenant son « récit » et ses revendications** :

→ **Non-reconnaissance de la Russie** comme pays agresseur.

→ **Partition de l'Ukraine** sur la ligne de front avec maintien des troupes russes dans le Donbass, Zaporijia, Kherson et la Crimée.

→ **Reconnaissance par les États-Unis** de l'annexion de la Crimée par la Russie.

→ **Levée des sanctions économiques** imposées à la Russie depuis 2014.

→ **Absence de réparations.**

→ **Développement de la coopération économique** entre les USA... et la Russie !

Notre RESU tient à alerter des dangers majeurs que cette proposition fait peser sur la population d'Ukraine et les peuples du monde. Nous restons solidaires des revendications ukrainiennes. Notamment :

→ **Le départ des troupes russes** et la fin des annexions.

→ **La liberté des Ukrainien•nes** à déterminer librement leur avenir sans pressions extérieures.

→ **Le retour des enfants ukrainiens** enlevés et déportés en Russie.

→ **Le retour des Ukrainien•nes déporté•es** en Russie et le droit au retour des millions de personnes ayant dû fuir l'Ukraine.

Le Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU)

Créé en mars 2022, au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par Poutine, il rassemble une quarantaine d'organisations politiques, d'associations, un syndicat (Solidaires), une maison d'édition (Syllepse) et des individus rassemblés autour d'une charte européenne.

Nous défendons, notamment, le retrait des troupes russes de tout le territoire ukrainien ; le soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien et son droit à l'autodétermination ; l'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine ; l'accueil de toutes les personnes ayant fui l'Ukraine, comme celles venues d'ailleurs ; le soutien au mouvement antiguerre et démocratique en Russie ; la saisie des biens des membres du gouvernement et des oligarques russes et l'application des sanctions financières et économiques...

Notre RESU œuvre aux solidarités par en bas en soutenant les convois syndicaux, en finançant des projets d'associations féministes (les soldates de Veteranka) et du mouvement social, dont nous essayons de relayer les informations. Nous organisons des projections-débats autour de films ukrainiens avec nos ami•es d'Ukraine CombArt.

Nous participons aux campagnes unitaires notamment autour de l'Union des Ukrainiens de France (collectes pour l'achat d'ambulances pour le front). Nous interpellons les élu•es et les organisations de la gauche française pour qu'ils et elles prennent position en faveur de la défense et du soutien à l'Ukraine.

→ **La libération des prisonnier•ères politiques** ukrainien•nes, dont beaucoup ont connu des sévices (violences, tortures, viols...).

→ **Le maintien et le durcissement des sanctions internationales** pour faire reculer Poutine, avec la confiscation des avoirs russes gelés afin de financer la reconstruction de l'Ukraine.

→ **La comparution de Poutine et de ses complices politiques et militaires** devant la CPI pour crimes d'agression, de guerre, génocidaires et crimes contre l'humanité.

Le traité de « paix » Trump-Poutine donnerait l'avantage au pays agresseur, qui a rompu avec le droit international, contre l'agressé.



Rappelons que la Russie comme les USA sont membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et qu'à ce titre, ils devraient défendre le droit international et donc la condamnation de l'agression russe contre l'Ukraine. Désormais, un pays pourrait en agresser un autre sans sanctions internationales !

... QUI CONDUIT AU RÉARMEMENT EN EUROPE

Ce traité constituerait une menace permanente envers le reste de l'Ukraine et envers les nations frontalières de la Russie. Poutine ne cache pas ses intentions.

C'est la guerre de Poutine qui a conduit à une politique de réarmement des pays d'Europe, et particulièrement des Pays baltes, de la Roumanie, la Pologne, l'Ukraine, les pays scandinaves.... C'est la guerre de Poutine qui a conduit à l'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande ainsi qu'à la demande de la Géorgie et de l'Ukraine d'y adhérer, alors que les USA comme la France, au début du conflit, étaient d'accord pour que l'Ukraine reste un « État-tampon » sans adhérer à l'OTAN pour ne pas « humilier la Russie ». N'inversons pas les logiques des réarmements. C'est l'impuissance de l'ONU et de la communauté internationale à faire respecter le droit international en Ukraine qui provoque et accélère ce réarmement. Impuissance dramatique aussi en Palestine.

L'ALLIANCE D'UNE EXTRÊME DROITE POPULISTE AVEC UNE EXTRÊME DROITE RELIGIEUSE ET RÉACTIONNAIRE

Nous vivons aujourd'hui à la fois la montée en puissance du populisme d'extrême droite que Trump et ses ministres incarnent et de l'extrême droite religieuse et réactionnaire en Europe, en Asie et en Amérique latine. La Russie, avec le néofascisme poutinien, en est l'une des pointes avancées.

→ Poutine et Trump partagent le même discours réactionnaire homophobe, sexiste, raciste, anti-immigré•es. Et au nom de la « liberté d'expression » (*sic* !), ils défendent la liberté de tenir des propos racistes antisémites et calomnieux sur les réseaux sociaux. En revanche, ils interdisent la liberté de la presse et la liberté d'opinion

→ C'est ce message qu'ont tenu **Trump, Musk et Vance**, ce triumvirat ultra-réactionnaire, en Europe en apportant un soutien explicite à l'extrême droite allemande nazie de l'AfD ou en soutenant Marine Le Pen. Ils fournissent désormais une aide directe à Poutine contre l'Ukraine.

→ C'est ce message que diffusent les réseaux poutiniens, avec la complicité du patriarche orthodoxe Kirill, millionnaire, ancien membre du FSB, en stigmatisant une Europe « dépravée », « homosexuelle », « pédophile », qui



© ILLUSTRATIONS : KATYA GRISOVA

perdrait les valeurs de la foi chrétienne. Cela n'empêche pas les Russes fortunés de venir à Paris, Londres ou New York et profiter de cet Occident « dépravé » tout en envoyant des soldats, des jeunes, des peuples de la Fédération de Russie (Daghestan, Tchétchénie Bachkirie, Yakoutie...), des prisonniers comme chair à canon dans la guerre contre les Ukrainien•es.

POUTINE SÈME LA HAINE CONTRE L'UKRAINE EN FALSIFIANT L'HISTOIRE

Poutine calomnie les Ukrainiens traités d'« ukro-nazis » qu'il faudrait éliminer, et va

Les guerres de Poutine

Octobre 1999 - février 2000 : deuxième guerre en Tchétchénie

Poutine, encore Premier ministre et bientôt président, assure « qu'il buttera les Tchétchènes jusque dans les chiottes (*sic*) ». C'est une nouvelle guerre en Tchétchénie qu'il justifie à la suite d'un attentat en plein Moscou contre un immeuble d'habitations, dont le FSB aurait été probablement responsable. Le prétexte. Le but réel : venger la déroute russe lors de la première guerre 1994-1996. L'armée russe s'y est distinguée par sa brutalité exercée tant envers ses propres soldats qu'envers les civils tchétchènes (viols, tortures, exécutions sommaires...).

Été 2008 : guerre contre la Géorgie

Poutine organise un « mouvement séparatiste » en Ossétie du Sud. La Géorgie tente de s'y opposer. L'armée russe intervient « pour protéger les Russes » et remporte cette guerre-éclair. Poutine proclame l'indépendance de l'Ossétie et de l'Abkhazie, et y maintient des troupes.

2014 : annexion de la Crimée par la Russie

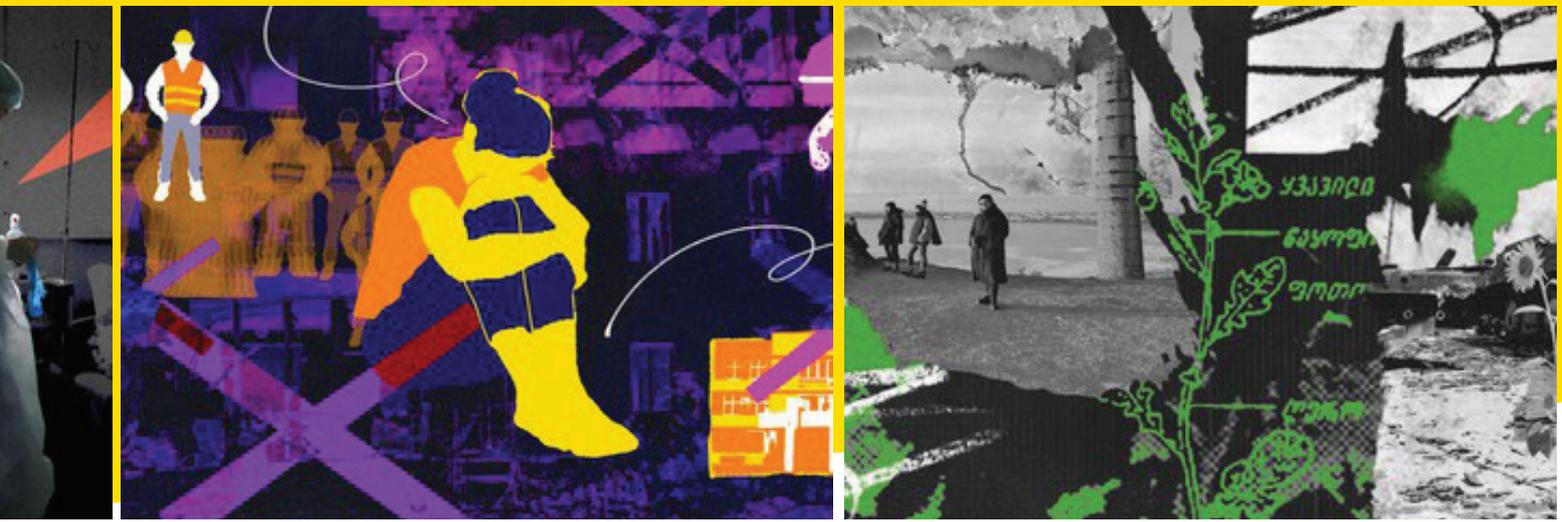
Après la révolution du Maïdan, qui a renversé un président pro-russe, la Crimée – zone militaire maritime stratégique – est annexée par des unités russes sans signes distinctifs, et Poutine y organise un « référendum ». Puis, il occupe le Donbass à l'aide de milices néo-fascistes et de soldats russes, sans reconnaître les « républiques populaires » de Louhansk et de Donetsk « séparatistes ». Le début de la guerre annonçant l'invasion de l'Ukraine en 2022.

2015 : soutien au dictateur Bachar El-Assad en Syrie

La Russie aide le dictateur syrien Bachar El-Assad sous prétexte de lutter contre les terroristes. En fait, elle bombarde à outrance les bâtiments et immeubles civils à Alep, où sont regroupés des mouvements de résistance démocratiques qui combattent la dictature. Poutine, lui, préserve ses bases aériennes et maritimes en Syrie.

24 février 2022 : invasion de l'Ukraine par les troupes russes

Début de l'invasion de l'armée russe à grande échelle. Elle reproduit les méthodes brutales de la guerre en Syrie en pilonnant les villes et les bâtiments civils, ce qui est un crime de guerre, en commettant des massacres génocidaires.



jusqu'à prétendre qu'il n'y a pas de nation ukrainienne.

→ Poutine oublie de dire que, dans l'armée soviétique, qui combattait les vrais nazis, il y avait des centaines de milliers de soldats ukrainiens et d'autres républiques ; c'est la mobilisation de tous les peuples de l'ex-URSS (russes, ukrainiens biélorusses, kazakhs...) qui a permis la victoire contre Hitler.

→ L'Ukraine fut une région très meurtrie lors de la Seconde Guerre mondiale, subissant des batailles importantes, qui ont causé la mort de nombreux civils et militaires. Il y a dans le Jardin d'Alexandre, à Moscou, des cubes en marbre pour toutes les villes martyres de la Seconde Guerre mondiale, dont ceux de quatre villes ukrainiennes (Kyïv, Odessa, Kertch, Sébastopol).

→ Les groupes d'extrême droite fasciste ont obtenu 5,5 % des voix aux élections législatives de 2014, avant de chuter à 2 % en 2019, ce qui est bien loin des scores de l'extrême droite en Italie, en France, en Allemagne... et en Russie !

→ Rappelons aussi que près d'un tiers des Russes ont de la famille ou des connaissances ukrainiennes et qu'en Ukraine, avant 2014, les Ukrainien•nes russophones et les Russes ukrainien•nes parlaient indifféremment le russe et l'ukrainien sans hiérarchie, même si le russe était plus parlé en zone urbaine

→ Les nouveaux livres d'histoire russes sont révisionnistes et nient l'existence d'une nation ukrainienne en justifiant l'« opération spéciale », c'est-à-dire la guerre contre l'Ukraine. Ils nient également l'existence des goulags staliniens.

UN CAPITALISME BARBARE QUI PRÉPARE LA GUERRE CONTRE LES PEUPLES

Ce que Trump et Poutine veulent imposer au monde entier, c'est la fin du multilatéralisme, le triomphe de la volonté des puissances impérialistes par le chantage financier, la menace et l'agression militaire. Nous sommes entrés dans la phase du « national-capitalisme autoritaire » fascisant, avec des gagnants et des perdants, où la guerre économique est la règle

et où la guerre tout court est une réalité ou une menace. Il n'y a aucun droit démocratique ou social à défendre, à part le profit par tous les moyens. Les droits fondamentaux sont bafoués, le travail des enfants est toléré, les libertés d'association et d'expression sont en recul, tout comme le respect du droit de grève. Autant de manifestations de l'offensive globale en cours.

C'est ainsi que Trump lâche l'Europe pour se recentrer sur l'Asie et le continent américain. Il laisse l'Europe centrale et orientale à la Russie. Cela exige capitulation et asservissement de l'Europe occidentale

Il n'est pas impossible que l'acceptation de la « paix » de Poutine par Trump, notamment l'annexion des territoires ukrainiens, dissimule un deal entre Poutine et Trump, afin que ce dernier puisse annexer le Groenland et mettre sous tutelle américaine le Canada et Panama.

Y A-T-IL UNE MENACE MILITAIRE DE LA RUSSIE CONTRE L'EUROPE ?

L'Europe centrale, baltique, scandinave et balkanique est directement menacée par l'impérialisme russe, face auquel l'Ukraine, si la « paix » de Trump et Poutine s'imposait, ne ferait plus office de bouclier. Dans l'ensemble de l'Europe, l'extrême droite (médias Bolloré...) est le principal relais de l'axe néo-fasciste Trump-Poutine, qui a aussi des relais parmi une certaine gauche. Ce que porte l'axe Trump-Poutine, qui menace l'ensemble des démocraties, c'est le danger génocidaire envers les Ukrainien•nes, envers les Palestinien•nes, les expulsions de masse et les déportations visant les migrant•es. Les conditions de sécurité commune ne sont plus assurées, et de plus, les dirigeants russes brandissent la menace nucléaire pour tenter d'interdire tout soutien, notamment militaire, à l'Ukraine agressée.

MAIS FAUT-IL REARMER L'EUROPE FACE À LA MENACE RUSSE ?

Cette menace est, aujourd'hui plus politique que militaire, dans le reste de l'Europe avec le soutien que la Russie apporte aux forces

d'extrême droite, qui relaie la propagande russe. Et plus largement, dans le monde, où la Russie cherche à apparaître comme un acteur remettant en cause « l'hégémonie occidentale », tandis que ses milices de l'« Africa Corps » sévissent en Afrique.

La menace de l'utilisation des armes nucléaires contre l'Europe, et notamment contre la France, a été brandie plus de 150 fois en trois ans sur les médias russes par Poutine et ses ministres ou députés et par les propagandistes des télé à ses ordres. Ces menaces visent à inquiéter et à retourner les opinions publiques, principalement occidentales, afin de paralyser le soutien à l'Ukraine agressée. Pourtant nous ne sommes pas dans un engrenage fatal tel que celui qui a conduit les grandes puissances à la guerre de 1914. En revanche, nous sommes bien dans une période où, sous diverses formes, les limites au recours de la force qui prévalaient jusque-là sont en train de tomber.

L'AUSTERITÉ N'EST PAS LIÉE AU RÉARMEMENT

Non, ce n'est pas le réarmement qui a déclenché des politiques d'austérité : elles ont été mises en place bien avant la guerre en Ukraine et sont inscrites dans l'ADN du néolibéralisme à l'œuvre depuis cinquante ans. La guerre commerciale de Trump est d'ailleurs la principale justification des suppressions d'emplois et de la dégradation économique.

L'urgence est plutôt à la démocratisation des politiques de défense et à la possibilité d'un contrôle populaire effectif sur les décisions militaires. La sécurité collective peut et doit passer par la nationalisation des usines d'armement, la suppression des niches fiscales et la taxation des grandes entreprises au nom de la solidarité autour de la défense. Les armes ne doivent pas être des marchandises !

Dépenses sociales, dépenses écologiques, dépenses de défense : que les riches paient !

Quelles dépenses de défense ? Celles de l'aide immédiate et massive à l'Ukraine, par l'envoi des armes dont les pays occidentaux disposent,



au lieu de les vendre aux dictateurs et de les fournir à Nétanyahou. Comme le Danemark ou les Pays-Bas l'ont fait, l'investissement dans les industries d'armement ukrainiennes est une priorité, tant pour lutter contre Poutine que pour renforcer l'autonomie de l'Ukraine. Il faut, en même temps, renforcer radicalement les sanctions pour faire plier Poutine, à commencer par un embargo ferme sur le pétrole et le gaz russes exportés illégalement par le Kremlin.

La solidarité avec l'Ukraine des forces progressistes doit se traduire par l'aide humanitaire, mais aussi par le soutien concret aux syndicalistes, aux féministes, aux LGBTQIA+, aux écologistes, aux antifascistes.

Notre solidarité va à toutes celles et ceux qui, sur place, luttent pour la paix depuis plus de trois ans en participant activement à la résistance contre les forces d'occupation.

9 mai 2025

Soutenir l'Ukraine...

Notre internationalisme, hérité de Jean Jaurès et de Rosa Luxemburg, c'est celui du refus de la guerre des puissants en 1914, mais c'est aussi celui de la résistance antifasciste en 1936-39 en Espagne et 1940-44 en France. C'est, aujourd'hui, le combat pour aider et armer le peuple ukrainien afin de chasser les armées de Poutine de son territoire.

Nous défendons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris par la lutte armée. Cette révolte est légitime quand un peuple subit l'oppression d'un autre pays ou d'une dictature.

... Au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Cela implique la défense d'un État souverain, démocratique, libre de ses choix politiques économiques diplomatiques et militaires et libre d'exploiter son sous-sol. Cela implique le respect des minorités à l'intérieur de cet État souverain.

C'est pourquoi nous soutenons la résistance du peuple ukrainien contre l'impérialisme russe sous toutes ses formes, tout comme nous soutenons la résistance palestinienne, qui lutte pour ses droits à un État souverain contre le gouvernement d'extrême droite israélien de Nétanyahou, d'ailleurs soutenu par Trump et par Poutine. Les forces progressistes doivent combattre ces politiques de domination d'un peuple par un autre, et donc défendre les Ukrainien•iennes, les Palestinien•iennes, ainsi que d'autres nations sans État comme les Kurdes.

Les forces progressistes doivent s'opposer à l'axe néofasciste Trump-Poutine.

Contact : ukrainesolidaritefrance@gmail.com

Facebook Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine :

<https://www.facebook.com/share/169p6AqfWj/?mibextid=wwXlfr>

POUR SOUTENIR L'ACTION DU COMITÉ FRANÇAIS DU RESU

Vous pouvez verser un don ou votre cotisation 2025
par chèque à l'ordre de RESU-France



Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal et ville :
e-mail :

Billet à renvoyer à RESU-FRANCE c/o Hervé Vuillion 212, av. du Maine - 75014 Paris

